

Profession de foi de Sud Education (membre de l'Union Syndicale Solidaires) pour l'élection au CNESER

(avec le soutien de Solidaires étudiant-e-s, Sud Recherche EPST et Sud Rural Territoires).

Parce que nous travaillons toutes et tous ensemble, et sommes confronté-e-s à la même logique, nous pensons que le syndicalisme doit être intercatégoriel. Notre profession de foi est donc identique pour tous les corps.

Election au CNESER,

VOTONS

éducation
Sud

Le 13 juin 2019, nous aurons à voter afin de procéder au renouvellement des membres du Conseil National de l'Enseignement Supérieur Et de la Recherche (CNESER). Cette instance est consultée sur les questions relatives aux missions confiées aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et aux établissements publics de recherche.

Bien que le CNESER soit seulement consultatif et n'influence que très peu la politique menée par le ministère, nous pensons qu'il est utile d'être présent-e-s dans cette instance pour a minima obtenir des informations afin d'alerter les personnels sur tous les sujets qui les concernent et construire avec eux le rapport de force et la mobilisation collective qui seule peut garantir des avancées.

Nos valeurs : Solidaires, Unitaires et Démocratiques

Notre syndicalisme refuse de s'arrêter à la porte de nos lieux de travail, il vise un vrai projet de transformation sociale. Si les luttes sectorielles sont utiles et nécessaires, pour nous elles doivent s'inscrire dans un objectif global de changement radical de société, pour un monde juste, ouvert et solidaire, au travers notamment d'un véritable partage des richesses et du travail ; un monde qui ne sacrifie pas l'intérêt général, les services publics et l'avenir de la planète, au profit de quelques intérêts privés, un monde où la coopération remplace la compétition, où la différence est une richesse, où personne n'est laissé-e pour compte. C'est pourquoi avec Solidaires nous participons activement à différentes initiatives : ATTAC dont Solidaires est membre fondateur, le Réseau Éducation sans Frontières, les forums sociaux, la Marche Mondiale des Femmes, les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions, Convergences pour la Défense et le Développement des Services Publics, etc.

SUD Education est un syndicat intercatégoriel qui s'efforce d'unir les revendications des personnels de la maternelle à l'université, dans les écoles, les collèges, les lycées et les établissements d'enseignement supérieur. Nous défendons une vision du syndicalisme fondée sur la démocratie directe et l'autogestion dans la vie du syndicat. Nous portons un syndicalisme de lutte qui défend les droits des personnels sans compromission avec la hiérarchie.

Nos principes :

- **Halte à la mise en concurrence des personnels, des équipes et des établissements !**

Dans la continuité des politiques impulsées par le « processus de Bologne » (LMD, LRU...), la concurrence entre établissements, entre laboratoires, entre équipes est soutenue par la mise en compétition de chacun-e contre tou-te-s. Ceci se fait sous l'égide d'une évaluation purement quantitative et arbitraire, d'un assèchement des crédits récurrents au profit d'une recherche par projets et d'une individualisation des rémunérations et des carrières (stigmatisation voire expulsion des chercheur-e-s "non publiant-e-s" des unités de recherche, management par les primes).

- **Contre la précarité, gagnons la titularisation de tou-te-s nos collègues précaires !**

La précarité généralisée amène un accroissement de l'insécurité et de la souffrance au travail pour toutes et tous : pression managériale, destruction des collectifs de travail, dévalorisation des collègues, charges administratives de plus en plus lourdes.

- **Pour une université ouverte à tou-te-s !**

A l'opposé de l'idéal d'accès de toutes et tous aux savoirs, étudiantes et étudiants sont soumis-es à la sélection absurde de Parcoursup, à la dégradation et à l'atomisation de l'enseignement, à des parcours chaotiques, à de nouvelles barrières entre filières et régions et à la gestion locale des droits d'inscriptions. Avec le dispositif « Bienvenue en France », le ministère impose en outre une sélection par l'argent pour les étudiant-e-s extra-communautaires en multipliant les frais d'inscriptions jusqu'à 16 fois, prélude probable à une hausse généralisée des droits d'inscriptions pour toutes et tous. Nous défendons au contraire l'idée d'une université et d'une recherche émancipatrices permettant l'accès de toutes et tous aux savoirs et aux résultats de la recherche : la mission principale des universités doit rester de produire et de diffuser les savoirs et leurs critiques.

Union
syndicale
Solidaires

éducation
Sud
Union
syndicale
Solidaires

Solidaires
Fonction Publique

Le gouvernement refuse de se donner les moyens d'une autre politique. Pour exemple, le crédit impôt recherche (CIR), subvention déguisée aux entreprises, ampute le budget de l'État de 6 milliards d'euros, ce qui représente plus de deux fois la dotation totale du CNRS. Les capitalistes nous coûtent cher !



NOS PRINCIPALES REVENDICATIONS :

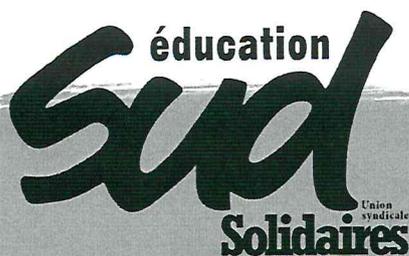
- l'utilisation des deniers publics pour les dépenses d'intérêt public,
- une réelle politique de lutte contre le chômage et d'amélioration de la qualité de vie et de travail par une réduction conséquente du temps de travail,
- l'arrêt du recours généralisé à l'emploi précaire, la titularisation immédiate des actuel-le-s non- titulaires et un plan d'urgence permettant de pourvoir les milliers d'emplois gelés,
- le financement public de toutes les thèses et une refonte du contrat doctoral garantissant l'égalité et l'indépendance de tou-te-s les doctorant-e-s,
- la transformation des heures « complémentaires » et des heures de vacation en emplois pérennes, jusqu'à résorption complète du problème des docteur.e.s qualifié.e.s sans poste,
- l'abrogation du statut d'agent temporaire vacataire (ATV) pour leur contractualisation,
- la fin des évaluations-sanctions, la disparition de tous les systèmes de primes et une refonte de la grille indiciaire,
- un salaire minimum à 1700 euros net,
- la hausse des salaires et la réduction des écarts de rémunération pour aller vers un salaire unique,
- l'égalité de déroulement de carrière entre les hommes et les femmes,
- le droit à la mutation et la suppression de toute mobilité subie pour tous les personnels,
- une construction massive de logements étudiants et un véritable plan de rénovation de l'ensemble des universités,
- l'abrogation des lois LRU et Fioraso, l'abrogation de la loi ORE et de son dispositif de tri social Parcoursup, l'annulation de la hausse des frais d'inscription pour les étudiant-e-s étranger-e-s hors-UE,
- le refus de subventionner les établissements privés, et la fin de l'habilitation des diplômes du privé,
- la gratuité des frais d'inscription à l'université pour tou-te-s les étudiant-e-s.

La liberté ne coûte rien !

Notre vision de l'enseignement et de la recherche n'est pas de conditionner les étudiantes et les étudiants à accepter l'idée que la vie ne sert qu'à produire et consommer.

SUD éducation se bat au quotidien pour un service public d'enseignement supérieur et de recherche égalitaire et émancipateur.

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LES CANDIDAT-E-S SUD EDUCATION.



Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles 75010 PARIS
Tél. : 01 58 39 30 12 / fede@sudeducation.org
www.sudeducation.org



Avec le soutien de :

